











Débat politique pour une société sans tabac. Quel parti soutient quelle mesure ?

										
Une augmentation annuelle des droits d'accises sur les produits à base de tabac (au moins 10 % en plus de l'inflation).	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Affecter une part des recettes des taxes sur les produits du tabac directement à la réalisation d'une génération sans tabac.	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Un soutien supplémentaire au financement de la prévention du tabagisme et des conseils en matière de sevrage tabagique par le biais d'une contribution du secteur du tabac.	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Un meilleur suivi annuel des comportements en matière de tabagisme et de vapotage pour permettre aux politiques de s'adapter plus rapidement, en particulier à l'égard des groupes vulnérables.	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Investir davantage dans la prévention de la consommation de tabac et de nicotine chez les jeunes et les jeunes adultes.	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Augmenter chaque année l'âge minimum légal afin qu'aucun jeune né après 2011 ne puisse jamais acheter de produits du tabac légalement.	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Relever l'âge minimum de vente des produits à base de tabac de 18 à 21 ans.	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Investir durablement dans le sevrage tabagique en mettant l'accent sur les groupes cibles vulnérables.	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Investir dans une grande campagne annuelle de sevrage tabagique.	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
L'introduction d'une interdiction des filtres.	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
L'interdiction de la vente de tabac dans certains types de points de vente.	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
L'introduction d'un système de licence pour la vente de produits du tabac.	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
La création d'un registre de transparence proactif pour tous les contacts entre les administrations, les cabinets et les députés et l'industrie du tabac.	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
La publication obligatoire en ligne des comptes rendus de réunions concernant les contacts entre l'industrie du tabac et les administrations, les cabinets ou les députés.	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
L'introduction d'un 'test de nécessité' pour les contacts avec l'industrie du tabac : seules les consultations strictement nécessaires avec l'industrie peuvent avoir lieu.	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●

● Soutient cette mesure

● Ne soutient pas cette mesure

● Accord de principe pour un financement par le secteur du tabac, par le biais d'une contribution au niveau régional plutôt que par le biais d'un prélèvement fédéral (pas de « d'accord » ou de « pas d'accord » distinct en raison de la formulation de la question).

Alliance pour une
société sans
tabac